

12 January (Le Figaro)

[Hubert Védrine : «Nous n'avons plus la capacité d'imposer les valeurs occidentales» \(lefigaro.fr\)](#)

Hubert Védrine : «Nous n'avons plus la capacité d'imposer les valeurs occidentales»

Par [Alexandre Devecchio](#), pour Le Figaro Magazine

Publié hier à 12:00, mis à jour hier à 15:41



Hubert Védrine FRANCK FERVILLE pour le Figaro Magazine

ENTRETIEN - L'ancien ministre des Affaires étrangères a réuni ambassadeurs, historiens et journalistes de renom pour dresser des portraits de diplomates d'envergure qui, de Mazarin à Sergueï Lavrov, ont contribué à changer le monde.

Grands diplomates (Perrin), le dernier livre [d'Hubert Védrine](#), s'impose comme un ouvrage de référence sur les relations internationales. Avec des textes encadrés par de longues préface et postface .

LE FIGARO. – Comment vous est venue l'idée de ce livre sur les grands diplomates ?

Hubert VEDRINE. – C'est Benoît Yvert qui a eu l'idée d'un ouvrage collectif sur les grands diplomates et négociateurs du XVIIe siècle à aujourd'hui, et qui m'a proposé de « diriger » cet ensemble, de l'introduire et de le conclure. Nous avons établi une liste de grandes personnalités qui ont marqué l'histoire des relations internationales des quatre derniers siècles et l'avons étendue à quelques grands diplomates contemporains.

J'ai accepté ce projet par passion pour l'Histoire, celle qui nous nourrit et dont on peut débattre, alors que le [« devoir de mémoire »](#) est le reflet des émotions d'un moment. En revenant sur les vingt grandes figures passionnantes portraiturées dans l'ouvrage, on mesure ce qu'a été l'instable « équilibre européen » et combien le métier de diplomate a changé. Aujourd'hui, il y a en permanence des négociations, dans tous les domaines et dans toutes les configurations, et pourtant, la figure des « grands négociateurs » va sans doute disparaître, car les conditions d'exercice de la politique en général, de la diplomatie en particulier ont été radicalement bouleversées. Manque de temps, de maturation, de sang-froid, pression fébrile.

Cependant, la diplomatie reste un métier à part entière : il ne suffit pas d'être un spécialiste de [l'Intelligence artificielle](#) par exemple pour être un bon négociateur sur le sujet. Nous avons d'ailleurs hésité entre « grands diplomates » et « grands négociateurs », et parmi nos personnages, tous n'ont pas été ministre des affaires étrangères.

Ces dernières décennies, les mondialisateurs et les européistes ont combattu toute survivance de ce système, car ils considèrent que l'Europe doit supplanter les États-nations, responsables selon eux de tous les drames du XXe siècle

Quelles sont les caractéristiques de ce que vous appelez l'ère classique de la diplomatie, c'est-à-dire la période qui va de Mazarin jusqu'à Lavrov ?

Plutôt jusqu'au XXe siècle. Boutros Boutros-Ghali, Kofi Annan et Serguei Lavrov viennent après. L'époque classique, aussi appelée l'âge « westphalien », se caractérise par des relations d'État à État, en Europe, un nombre très restreint de décideurs dans chaque pays, une opinion publique encore embryonnaire, même s'il existe par exemple, à la cour du roi de France, un parti de l'Autriche et un parti de l'Espagne. La transparence immédiate n'est pas encore exigée, ce qui laisse le temps aux diplomates de travailler. Enfin, le système westphalien vise à maintenir un équilibre entre 5 à 10 puissances, comprenant ou non la Russie (et ou non l'Empire ottoman), selon les époques.

Au congrès de Vienne – l'apogée, en 1815 – il y a seulement quatre puis cinq puissances. L'ère classique correspond à l'affirmation de l'État-nation. Pour [Kissinger](#), Richelieu est le premier à comprendre qu'il va succéder à la communauté internationale de l'époque, celle du pape ou de l'empereur. Ces dernières décennies, les mondialisateurs et les européistes ont combattu toute survivance de ce système, car ils considèrent que l'Europe doit supplanter les États-nations, responsables selon eux de tous les drames du XXe siècle. Ce qui se discute, car ce système a longtemps maintenu l'équilibre.

Si vous deviez prendre pour modèle une ou deux figures de votre livre, qui choisiriez-vous ?

Je n'ai aucun modèle. Ce livre est une tentative de pédagogie historique qui invite à ne pas se focaliser sur un système en particulier. Il ne s'agit pas non plus de se concentrer sur les Français, d'où la présence de Kaunitz, méconnu aujourd'hui, ou de Pitt, des grands diplomates d'autres puissances.

C'est l'ensemble de la mécanique qu'il faut connaître, même si dans certaines situations un personnage a pu être particulièrement brillant, par exemple Mazarin [lors des traités de Westphalie](#). Se nourrir de références est indispensable pour être un bon diplomate. Il faut bien connaître les biographies des grandes figures mais les contextes très différents rendent l'identification vaine.

La figure de Bismarck est mal connue en France où il jouit d'une mauvaise réputation alors qu'il a cependant mené une politique réaliste. Les choses tournent mal quand Guillaume II le congédie et cherche à obtenir la suprématie navale sur la Grande-Bretagne. Montebourg avait ainsi dit que Merkel se comportait comme Bismarck : j'avais répondu qu'elle ne méritait pas un tel hommage. Ce n'est pas le monstre antifrçais que l'on a souvent décrit.

Il y a aussi une légende noire autour de Talleyrand, qui est déconstruite dans votre livre...

[Elle vient du combat qui l'a opposé à Napoléon](#) – à l'origine de la fameuse formule « une merde dans un bas de soie » –, et des complots variés auxquels il a participé – ce qui a provoqué une condamnation moraliste du personnage. Selon Balladur, Talleyrand aurait laissé la Prusse s'installer sur les bords du Rhin. C'est une interprétation exagérée. Il faut surtout retenir son coup de maître incontestable, celui d'avoir réussi à faire de la France vaincue un pays partenaire des grandes puissances.

Alors que la France ne compte plus, il retourne la coalition des quatre puissances qui veulent la mettre sous tutelle. Ce geste est encore [plus extraordinaire que celui de Gaulle en 1940](#), qui ne fait qu'anticiper, certes brillamment, l'entrée en guerre des États-Unis. Talleyrand voulait établir une monarchie constitutionnelle, développer le commerce et entretenir une bonne entente avec la Grande-Bretagne. Il a dû faire tout le contraire durant toute sa vie.

Quelles ont été les évolutions récentes [du métier de diplomate](#) ?

Plus que d'évolutions, un vrai bouleversement. Du fait de la mondialisation économique, de la communication, des sommets, des réseaux. Cela dit, il faut distinguer l'ambassadeur bilatéral, qui représente son pays, et le négociateur, qui est souvent, mais pas toujours, un diplomate de métier. Le négociateur doit avoir comme toujours une idée claire de ce qu'il veut obtenir, des concessions qu'il est prêt à faire – en fonction des directives reçues – de la réaction future de l'opinion. Savoir symétriquement ce que veut obtenir la partie adverse, et quelle est sa marge de manœuvre. Ce rôle de grand négociateur a longtemps été tenu par le ministre des Affaires étrangères ou quelques personnes seulement. Ce n'est plus aussi simple. J'en parle dans ma conclusion.

Or, le rôle des ministres des Affaires étrangères s'est amenuisé au fur et à mesure de l'injonction à la transparence et de la pression des opinions publiques. Le risque est que les leaders deviennent des followers. Lorsque j'étais à la tête du Quai d'Orsay, j'avais l'ambition que celui-ci soit la « tour de contrôle » des relations internationales du pays et j'avais établi pour cela un lien régulier avec les autres ministères. Nous avons intérêt à avoir un ministère des Affaires étrangères fort qui maintienne la cohérence entre les diverses négociations. Un organisme spécialisé à Matignon qui donne les instructions à la Représentation permanente auprès de l'Union européenne pour qu'au moins à ce niveau-là, la politique française soit claire.

Le Quai d'Orsay a de plus subi des coupes budgétaires exagérées. Réduire de 0,1 % son budget, cela signifie fermer des instituts français, arrêter des programmes de bourses, etc., avec des conséquences catastrophiques. Pour l'autorité et le rayonnement de la France à l'étranger, il faut se redonner les moyens matériels d'une politique d'influence, ce qui a été enfin décidé.

Lors de la mort de Kissinger le 29 novembre dernier, certains observateurs l'ont dépeint comme un impérialiste et un colonialiste...

Certains l'ont en effet combattu en raison des droits de l'homme. [Kissinger n'a jamais prétendu être un droit de l'homme](#) : il voulait défendre de façon réaliste les intérêts américains. D'autres critiques ne sont pas de même nature : elles jugent que, dans le cadre du réalisme kissingerien, Kissinger lui-même a fait des erreurs dommageables, par exemple l'extension de la guerre au Cambodge.

Si on a tout à fait le droit de critiquer son action et son bilan, ses analyses théoriques font cependant largement l'unanimité

Si on risque l'anachronisme en jugeant Kissinger selon des critères de droits de l'homme, voire wokistes qui sont propres à la France d'aujourd'hui, les critiques kissingeriennes contre Kissinger sont beaucoup plus intéressantes. Pourquoi avait-il approuvé la guerre en Irak en 2003 qui était une erreur monumentale ? Quant à sa politique chinoise, pourquoi maintenir des relations stratégiques avec une Chine de plus en plus hostile ?

Ce sont des questions que Kissinger considérerait lui-même, à la différence des critiques moralistes. D'autre part, si on a tout à fait le droit de critiquer son action et son bilan, ses analyses théoriques font cependant largement l'unanimité, son livre *Diplomatie* par exemple, publié en 1994.

Dans cette ère westphalienne des États-nations, les années 1990 après la chute de l'URSS sont-elles une parenthèse ?

En ce qui concerne les acteurs, trop nombreux aujourd'hui, l'époque n'est plus westphalienne. Ce qui aura été une parenthèse, c'est la croyance des Européens depuis les années 1990, dans un monde post-tragique et post-historique. Les démocraties sont devenues des régimes d'opinion gouvernés par des dirigeants qui courent dans tous les sens pour essayer de suivre les mouvements dominants.

C'est aussi ce qui explique la disparition des carrières et des figures de grands négociateurs, et de la narration, comme on dit aujourd'hui, qui les accompagnait. Le monde réel est bien différent de la perception du monde qu'ont eu certaines élites européennes depuis la « fin de l'Histoire » (!), mais la réalité les rattrape. La pensée kissingérienne est loin d'être obsolète. Les autres portraits dans le livre sont également très instructifs : Pitt, Kaunitz, Disraeli, Choiseul, Vergennes, sans oublier bien sûr ceux des XIXe et XXe siècles.

Quels sont les nouveaux rapports de force aujourd'hui ?

Premier front : entre ceux qui vont freiner, et ceux qui vont accélérer l'écologisation. Les COP vont devenir les sommets internationaux les plus importants, plus que l'Assemblée générale de l'ONU ou les G20. En deçà, le monde géopolitique est une foire d'empoigne, structuré durablement par le bras de fer États-Unis-Chine.

[En ce qui concerne l'Ukraine](#), Poutine a pris une décision qui est horrible pour les Ukrainiens mais également aberrante pour la Russie : il a marginalisé et fait reculer son pays pour longtemps. Ce sera plus difficile pour l'Europe que pour les États-Unis de repenser les relations avec le voisin russe, qui sera toujours là.

Ce qui s'est passé à Gaza est pour les Occidentaux une horreur totale, mais pour 1,5 milliard de musulmans, c'est « un acte de résistance » à l'occupation israélienne

Le concept de Sud global a-t-il un sens ?

Oui et non, mais cela ne sert à rien de contester cette rhétorique. Les Occidentaux et occidentalistes sont choqués par ce concept, car pour eux aucun hérétique ne devrait pouvoir contester la supériorité occidentale. Pourtant, ils n'ont plus le monopole de la puissance et beaucoup de pays du Sud affirment travailler pour un monde « post-occidental » – voyez les déclarations finales des sommets des Brics ou les prises de parole des Chinois. Et quarante pays, représentant les deux tiers du monde en termes démographiques, n'ont pas voulu prendre parti ou condamner l'attaque de Poutine en 2022.

Autre exemple : [ce qui s'est passé à Gaza est pour les Occidentaux une horreur totale](#), mais pour 1,5 milliard de musulmans, c'est « un acte de résistance » à l'occupation israélienne. Sans compter les nombreux pays asiatiques, indifférents. On le voit, nous n'avons plus la capacité d'imposer à tous les autres notre grille de lecture et nos « valeurs », même si les classes moyennes des pays du Sud veulent vivre « à l'occidentale ».

Depuis que Xi Jinping a changé de ton par rapport à l'époque Deng et a proclamé que son système était le meilleur, l'Occident a ricané, puis s'est déchaîné. Les Occidentaux sont ambigus vis-à-vis de la Chine

Ces pays du Sud vont-ils réussir à mettre en place un monde « post-occidental » ? L'Occident ne veut pas le croire du fait des divisions entre l'Inde et la Chine, de la crainte de la Russie de trop dépendre de son voisin chinois, etc. Cependant, s'acharner à démontrer que le Sud global n'existe pas révèle une forme de panique. Du calme ! Soyons pragmatiques et flegmatiques : prenons en note l'existence de cette rhétorique, sans nous y enfermer.

Depuis que [Xi Jinping](#) a changé de ton par rapport à l'époque Deng et a proclamé que son système était le meilleur, l'Occident a ricané, puis s'est déchaîné. Les Occidentaux sont ambigus vis-à-vis de la Chine : d'un côté ils craignent un pays de 1,4 milliard de personnes travaillant jour et nuit, dont l'économie et les progrès technologiques risquent de les dépasser ; de l'autre, dès qu'il y a un problème en Chine, l'Occident affirme que ce régime répressif va droit dans le mur. Gardons l'équilibre !

L'axe Moscou-Pékin-Téhéran dont on a parlé au moment du 7 octobre est-il une réalité ?

Il n'y a pas « d'axe » mais une conjonction d'intérêts pas forcément durable. Depuis longtemps, le Sud, et pas seulement les musulmans, affirmait qu'il y avait deux poids deux mesures dans l'affaire palestinienne. Israël a été condamné quinze fois par des cours internationales, mais rien ne s'est passé. Les dirigeants arabes et européens avaient cru pouvoir oublier la question palestinienne.

Il y a 1,5 milliard de musulmans dans le monde qui condamnent véhémentement la colonisation. Ils se taisaient tant qu'était menée [la courageuse politique de Rabin](#), alors qu'Israël était divisé entre ceux qui se résignaient à un État palestinien et ceux qui se sont résignés à ce qu'il n'y en ait jamais. Depuis une quinzaine d'années, ce sont les maximalistes du Grand Israël, Netanyahu et les colons de Cisjordanie, qui imposaient leur politique.

Dans ce monde de rapport de force, comment la France peut-elle encore peser ? Comment affronter la crise migratoire ?

La France garde plus de poids que ne le pensent les Français. La question migratoire se pose dans le monde entier. Elle ne relève pas de la morale mais de la gestion des nombres : s'il y avait 20 millions d'Africains, leur accueil ne poserait pas de problèmes ; mais il s'agit en fait de 1 ou 2 milliards de personnes... Après des batailles homériques, les Européens finiront par adopter la politique des sociaux-démocrates scandinaves.

Le complet retournement de leur politique a devancé l'Allemagne, l'Angleterre, et ce qui va se passer ailleurs. L'Europe est un niveau de décision important, mais cela ne dispense pas les États de leurs responsabilités. L'adoption du pacte asile et immigration, qui était en négociation depuis longtemps, constitue une étape importante vers une rigueur normale dans la gestion de flux migratoires, et de l'asile. L'asile devra être resserré aux gens en danger.

On voudrait croire que l'Europe est la réponse à tout, mais en l'occurrence il n'est pas écrit dans les traités que l'on doit décider de la politique étrangère au niveau européen

Peut-il y avoir une Europe puissance ?

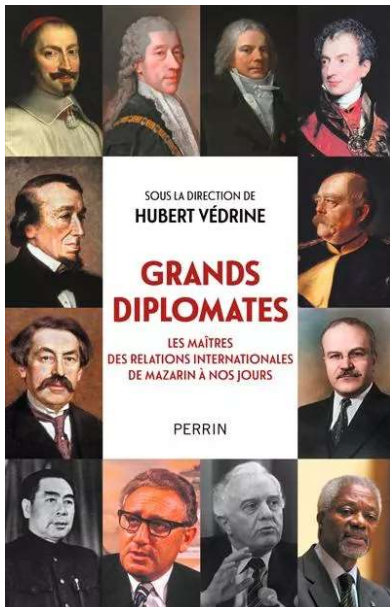
Les deux mots ne se combinent pas bien. On voudrait croire que l'Europe est la réponse à tout, mais en l'occurrence il n'est pas écrit dans les traités que l'on doit décider de la politique étrangère au niveau européen. Mme von der Leyen a affirmé que la Commission devait être « géopolitique » ; qu'est-ce à dire ? L'Europe n'a pas été créée pour devenir une entité géopolitique mais un marché et, après la guerre, ce sont les Européens eux-mêmes qui avaient demandé à être protégés par les États-Unis. Cela n'a pas beaucoup changé depuis. En matière de défense, il n'y a jamais de volonté de puissance « européenne », excepté en France, dont les propositions n'ont jamais été très soutenues. Mais en dehors de la défense, cela a commencé à changer.

Que pensez-vous de [l'entrée de l'Ukraine dans l'UE](#) ?

Impossible de ne pas leur promettre ; impossible à concrétiser avant longtemps, car il y a aussi plusieurs autres pays à la porte ! L'élargissement, presque inéluctable, va conduire à une Europe à 35, moins cohérente, moins capable de prendre des décisions. La vieille idée du noyau dur est impraticable : aucun pays ne voudra être dans l'écorce molle du noyau dur. Comme on ne peut pas ne pas élargir, les européistes plaideront pour élargir le vote à la majorité (l'Allemagne, qui ne peut pas être mise en minorité, y est favorable).

Les Français devraient se rappeler que les politiques auxquelles ils tiennent sont minoritaires. Faire une pause dans le processus serait nécessaire mais je doute que ce soit possible. L'idée à creuser (avancée par Jean-Louis Bourlanges) est celle d'une adhésion progressive, programme après programme. On ferait mieux de tirer le meilleur parti d'institutions, cadres et procédés européens existants, base possible d'un compromis élites-populations.

Méditer sur les mondes d'avant n'est pas inutile pour préparer le monde de demain.



«Grands Diplomates», sous la direction d'Hubert Védrine, Perrin, 416 p., 25 €. Editions Perrin